

L'Humanité



rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
15 février 1977

No 625

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Sécurité sociale

PREPARONS-NOUS A DEFENDRE NOS DROITS ACQUIS

Dès l'annonce du plan Barre en septembre le gouvernement laissait entendre qu'il prendrait des mesures importantes concernant la «Sécurité sociale». S'il veut réformer cette institution capitaliste c'est pour porter en même temps une atteinte sévère aux droits acquis des travailleurs. La bourgeoisie a jusqu'à présent repoussé l'échéance d'une telle réforme car elle sait que la classe ouvrière est prête à défendre ces avantages acquis par la lutte. Mais la crise la pousse en avant, et elle s'apprête à vouloir régler malgré tout ce «problème explosif». Aussi les travailleurs doivent-ils, tout en ne laissant subsister aucune illusion sur l'institution «Sécurité sociale», se tenir prêts à défendre leurs droits acquis.

LE PRETENDU «DEFICIT» : UN MOYEN POUR POMPER DES IMPOTS OUVRIERS DEGUISES

Voilà longtemps que le pouvoir se lamente sur le prétendu «déficit» de la Sécurité sociale, qu'il attribue à la «surconsommation» médicale et aux «gaspillages» des travailleurs. En fait la «Sécurité sociale» rouage de l'appareil d'Etat appartient aux capitalistes. Ceux-en usent à leur gré ! Ils s'engraissent en laissant s'accumuler les dettes considérables qu'ils lui doivent et puisent dans ses caisses pour financer un certain nombre de dépenses qui sont autant d'économies pour le budget d'Etat : formation de personnel médical, construction d'hôpitaux et d'équipements divers, etc. La «sécurité sociale» est comme un tonneau sans fond !

Les travailleurs versent des cotisations qui augmentent sans cesse, mais elle se vide au fur et à mesure, car ses recettes s'enfuient en proportion de ce fameux «déficit».

Quand l'Etat bourgeois se lamente hypocritement sur la profondeur de ce «déficit» ce n'est rien d'autre qu'un chantage à la santé des travailleurs pour augmenter les cotisations et extorquer ainsi des impôts déguisés.

La classe ouvrière et les travailleurs aux bas salaires sont les plus touchés. En effet le gouvernement se sert du régime «général» des salariés pour équilibrer d'autres régimes (artisans, commerçants, etc.) et lui impose des cotisations en partie «plafonnées» qui frappent davantage les salaires les plus bas.

Un voit comme la «Sécurité sociale» correspond peu à l'image de «redistribution des revenus» et de «correction des inégalités sociales» que voudrait en donner la bourgeoisie.

LA «SECURITE SOCIALE» EN SYSTEME CAPITALISTE : UNE MYSTIFICATION

Dans les années 45-47, en instituant la «Sécurité sociale», la bourgeoisie la présentait comme une «garantie» absolue contre les «risques sociaux». L'histoire de cet organisme démontre au contraire qu'une telle garantie ne peut exister en système capitaliste. Le pouvoir a en effet sans cesse grignoté les avantages acquis par les travailleurs et, depuis une dizaine d'années, il se prépare à leur porter un mauvais coup par une réforme de grande ampleur.

Déjà en 1967, la «réforme Jeanneney» séparait complètement sous couvert «d'assainissement» la trésorerie des trois branches : maladie-maternité, vieillesse, allocations familiales, pour pouvoir les attaquer une à une. Fin 74, une autre loi prévoyait d'instaurer, pour le 1er janvier 78 au plus tard, un système de «protection commun à tous les Français dans chaque branche» de manière à faire peser encore plus de charges sur le régime général des salariés.

(Suite p.3)

LE DEFI DE MITTERRAND

«Les travailleurs ne seront pas les maitres»

Le Parti socialiste est devenu le premier parti de l'Union de la gauche et, qui sait peut-être même déjà le premier parti bourgeois. La transformation d'une petite secte de vieux chevaux de retour du style Mitterrand, Defferre, Mollet, etc. en un parti important drainant de jeunes politiciens venus de tous les horizons et s'emparant de toutes les nouveautés susceptibles de tromper les masses a été, on ne le répètera jamais assez une opération remarquable de la grande bourgeoisie aidée par le PCF.

Dans un premier temps, le Parti de Mitterrand qui avait beaucoup de crimes à faire oublier, n'a pas hésité à reprendre à son compte de multiples aspirations des masses aidé en cela par la valetaille révisionniste et trotskiste qui s'est épuisée à expliquer que «Mitterrand c'est différent de Giscard, que lui il est «de gauche».

Aujourd'hui, le PS est à quelques enjambées du gouvernement, l'heure des déclarations «idéalistes» est dépassée, il faut se montrer «responsable» et convaincre la classe des capitalistes que le nouveau Parti socialiste, représente bien toujours leurs intérêts de classe et qu'ils peuvent lui faire confiance comme ils eurent raison dans le passé de faire confiance à la SFIO, de triste souvenir pour les ouvriers.

Voilà pourquoi il est intéressant de prêter attention aux déclarations de Mitterrand qui accumule ces derniers temps les promesses

de gestion loyale et même plus du capitalisme. C'est ainsi qu'il a déclaré dimanche soir, pour clore les deux journées du colloque sur la «politique industrielle», organisée par le Parti socialiste à Paris :

«Les signataires du Programme commun se sont refusés consciemment et pas par hasard à confisquer les entreprises. Nous ne voulons pas spolier les actionnaires. Les travailleurs ne vont pas devenir les propriétaires des ces entreprises».

Voilà une déclaration qui a le mérite de la clarté : d'ailleurs craignant d'être mal compris du patronat, Mitterrand a expliqué tout bêtement :

«Nous n'avons pas du tout l'intention de collectiviser l'économie française».

Mais alors si les travailleurs ne sont pas les maitres de l'entreprise sous le «socialisme de Mitterrand», quels seront les maitres ? Dans la plupart des cas, rien ne changera ; quant aux entreprises nationalisées au lieu d'être gérées par des financiers «privés» pour leur profit, elles seront gérées pour le profit de ces mêmes financiers par des technocrates de l'Etat, ce qui existe déjà dans certains secteurs.

Certains s'imagineront peut-être que des technocrates de «gauche» seraient plus «humains» avec les travailleurs, c'est mal comprendre que le baratin de «gauche» n'est là que pour faire passer le goût amer de l'exploitation et de l'oppression qui resteraient inchangés, les lois de l'économie capitaliste monopoliste

demeurant les mêmes. Mitterrand a d'ailleurs bien insisté là-dessus :

«Nous vivrons longtemps dans une société où les lois du marché s'exerceront, a-t-il dit. Le Programme commun ne se propose pas d'y mettre fin», et plus loin il s'est même plaint du mauvais fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande.

Selon les lois du marché capitaliste, l'activité d'un secteur ne vaut d'être maintenue que si elle est rentable, quant aux ouvriers et aux autres travailleurs, leur force de travail est elle aussi une marchandise soumise aux lois de l'économie de marché, à la loi de l'offre et de la demande : or, les capitalistes maintiennent toujours un «volant de chômage», même dans les périodes de «prospérité» ; donc du côté de la force de travail, l'offre est toujours supérieure à la demande ce qui permet d'abaisser les salaires et d'augmenter la productivité du travail. Cela constitue une bonne situation pour les capitalistes pour être compétitifs sur le «marché».

Voilà la vérité que connaît chaque chômeur.

Voilà qui montre que les dirigeants du Parti socialiste mentent lorsqu'ils prétendent en même temps assurer le plein emploi (formule bourgeoise qui ne veut d'ailleurs pas dire du travail pour tous) et respecter les lois de l'économie de marché. Les promesses, comme quelques mesures-poudre aux yeux, ont été largement abordées par le colloque du Parti socialiste sur la politique industrielle, mais pour qui veut regarder la réalité en face, il est impossible de se laisser bercer d'illusions par les leaders de l'Union de la gauche : ceux-ci sont des représentants purs et simples des pires ennemis de la classe ouvrière et des masses populaires.

Les paysans corses poursuivent leur juste combat

Deux grosses exploitations sont occupées, l'une depuis samedi matin, l'autre depuis dimanche matin, dans la plaine orientale de la Corse par de jeunes agriculteurs.

La première propriété a été investie samedi à 7 h, située à Alistro, à quelques km de la cave l'Aléria, occupée le 22 août 1975, elle appartient elle aussi à Henri Depeille. Presqu'essentiellement plantée en agrumes, comme la plupart des propriétés Depeille, elle est placée sous le contrôle d'un syndicat judiciaire après la faillite de ce gros propriétaire, et la saisie de ses terres par la justice en 1976.

Le seconde exploitation agricole occupée dimanche vers 9 h s'étend au Sud d'Aléria, près de Ghisonaccia. Son propriétaire est un autre gros viticulteur également failli, Gabriel Juncqua. A vocation viticole au départ, elle a été, par la suite, en partie reconvertie dans l'élevage de poulets.

Juncqua et Depeille avaient été impliqués en 1974 dans le scandale du sucrage des vins corses, puis, en 1975 dans l'affaire des traites de cavalerie sur la société vinicole COVIREP, affaire qui avait été à l'origine de l'occupation de la cave Depeille à Aléria.

(Suite p. 3)

Le combat des travailleurs de la vigne P. 8

Le programme et la lutte commun des femmes P. 6

Cambodge

Une déclaration du gouvernement du Kampuchéa démocratique

P. 2

Un communiqué du porte-parole du ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique

Dernièrement, des organes de propagande de certains milieux impérialistes et réactionnaires ont invoqué des « incidents » de frontière, qu'ils ont délibérément inventés pour dénigrer et calomnier le Kampuchea démocratique, dans une mauvaise intention évidente.

Le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères du Kampuchea démocratique tient à réaffirmer à cet égard ce qui suit :

— Tout au long de son histoire et jusqu'à ce jour, le Kampuchea n'a commis aucun acte d'agression ou d'ingérence à l'encontre d'un autre pays. Au contraire, le Kampuchea a été, durant des siècles, victime d'ingérence et d'agressions de la part des colonialistes, des impérialistes, des fascistes et des autres réactionnaires. Au cours de cette période, il a perdu beaucoup de son territoire. Le 17 avril 1975, le Kampuchea est libéré totalement et définitivement, et le Kampuchea démocratique est fondé.

Le peuple du Kampuchea est animé d'un patriotisme ardent et pur. Il aspire à vivre en paix sur son propre territoire. Il ne nourrit aucun sentiment de mépris ou d'hostilité, aucune intention d'ingérence ou d'agression, ni aucune visée territoriale à l'encontre d'un autre pays, proche ou lointain.

Quant à l'Armée Révolutionnaire du Kampuchea qui a fait preuve d'un hé-

roïsme sublime, a vaillamment combattu, s'est trempée dans la guerre d'agression des plus cruelles des impérialistes américains et de leurs valets locaux et étrangers, et qui a remporté la grandiose victoire historique du 17 avril 1975, elle a toujours scrupuleusement respecté les frontières des autres pays.

Cependant, le peuple et l'Armée Révolutionnaire du Kampuchea ne permettent à aucun pays étranger de s'ingérer dans les affaires intérieures, ni de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de leur pays ils sont plus que jamais déterminés à sauvegarder et à défendre les acquis de la Révolution, le pouvoir révolutionnaire et leur patrie sacrée et bien-aimée dans ses frontières actuelles.

— Le peuple du Kampuchea et le Gouvernement du Kampuchea démocratique ont toujours scrupuleusement appliqué leur Constitution qui stipule en politique étrangère :

« Le Kampuchea démocratique est animé de la bonne volonté et a la ferme détermination d'entretenir d'étroites relations d'amitié avec tous les pays ayant des frontières communes avec lui et avec tous les pays du monde, proches ou lointains, sur la base stricte du respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ». L'opinion pu-

blique internationale et les amis des cinq continents ont suivi de près et connaissent bien tous les efforts déployés par le Gouvernement du Kampuchea démocratique pour la recherche et l'édification de cette amitié, dont témoignent le discours du Président du Présidium de l'Etat, Kieu Samphan à la Conférence au sommet des pays non-alignés de Colombo et le discours du vice-premier ministre Ieng Sary à la 31e Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.

Pour qu'existe et se développe toujours une bonne amitié, le Kampuchea démocratique es-

time et est fermement convaincu que les relations mutuelles doivent se baser sur le respect absolu des principes de respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de non-ingérence dans les affaires de chaque pays, de non agression, les principes d'égalité, d'avantages réciproques et doivent être de bon voisinage dans la paix.

A présent et à l'avenir, le Kampuchea démocratique s'en tient et s'en tiendra invariablement et résolument à cette position.

Phnom Penh
Le 15 janvier 1977

Italie

Les fascistes responsables des assassinats et des enlèvements

Le meurtrier présumé du juge Vittorio Occorsio, Pierluigi Concutelli, arrêté dimanche matin à Rome, a déclaré à un journaliste, à son arri-

véé à la préfecture de Rome : « Occorsio a été tué par « Ordre Nouveau » et j'appartiens à Ordre Nouveau ».

Cette arrestation confirme en tous cas, les liens existant entre les organisations politiques fascistes et le « milieu » italien, notamment avec les instigateurs de rapt.

Les 100 millions de lires trouvés au domicile du meurtrier présumé proviennent en effet de la rançon versée pour la récente libération d'Emanuella Trapani, a révélé la police. Emanuella Trapani avait été enlevée et retenue en otage pendant 40 jours par le bandit Renato Vallanzasca, soupçonné d'au moins 4 assassinats.

Pour la police, Vallanzasca, qui est toujours en fuite, a pu recevoir une aide matérielle des milieux néo-fascistes italiens, en échange d'un prélèvement sur le milliard de lires de la rançon d'Emanuella Trapani.



L'Association d'amitié Norvège-Chine tient son congrès national

Stockholm, 7 février 1977 (Hsinhua) — selon une information en provenance d'Oslo, l'association d'amitié Norvège-Chine a tenu à Oslo, les 29 et 30 janvier, son 5^e Congrès national.

Les délégués de dix villes et régions de Norvège y ont participé. Le Congrès a élu un nouveau conseil et Kjetil krane comme président.

Il a également discuté d'un rapport sur le travail du conseil précédent et adopté un programme de travail pour 1977.

Un communiqué de presse publié par le Congrès a annoncé que les délégués avaient discuté en particulier de la lutte du peuple chinois pour écraser la « bande des Quatre » Wang-Tchang-Chiang-Yao. Ils se sont rendus unanimement compte que sous la direction du président Houa Kuo-feng, le peuple chinois, l'armée populaire de libération de Chine et le parti communiste chinois avaient remporté là une grande victoire.

C'est pourquoi l'association d'amitié Norvège-Chine considérera comme une tâche importante de cette année la dénonciation des crimes de cette clique et la propagande de

la lutte que le peuple chinois a menée avec succès contre elle.

Le communiqué souligne que le peuple chinois est passé par de dures épreuves en 1976 du fait de la disparition de président Mao Tsé-toung, du premier ministre Chou En-lai et du président du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale Chu Teh et du séisme qui a frappé le pays.

Le Congrès a la conviction qu'il fera de sa double force, déclenchera en profondeur un mouvement contre la « bande des Quatre », développera les réalisations socialistes et appliquera avec succès le 5^e plan quinquennal.

Depuis le dernier congrès, ajoute le communiqué, le nombre des membres de l'association d'amitié Norvège-Chine a doublé et celui des abonnés aux périodiques chinois s'est accru. Le plan de travail pour 1977 comportera de plus nombreuses activités parmi le peuple norvégien pour renforcer l'amitié avec la Chine et faire connaître plus amplement son développement afin que ce peuple comprenne mieux la Chine.

Des représentants des associations d'amitié Danemark-Chine et Suède-Chine

Halte aux calomnies contre le Kampuchea

Le record de l'abject en la matière a été atteint par le très réactionnaire « Point » de cette semaine.

Réunissant un tissu de ragots inventés par les fascistes thaïlandais pour couvrir leur propres méfaits, l'article, intitulé « Pas de frontières pour les tueurs Khmères », pousse le cynisme jusqu'à parler « de la stupéfaction des dirigeants de Bangkok devant une pareille sauvagerie » (attribuée par eux aux soldats du Kampuchea).

Quand on sait quelles atrocités la junte thaïlandaise a commis à l'égard du peuple lors de son arrivée au pouvoir, on ne peut qu'éprouver un profond dégoût envers les plumitifs bourgeois et pro-impérialistes qui osent écrire de telles ignominies.

Pas de frontière pour les tueurs khmers

Les Khmers rouges règlent leurs différends à la façon de la Mafia. Et comme elle, ils ignorent les frontières. Ainsi, pour punir un retard dans la livraison d'une marchandise, un bataillon cambodgien s'introduisant en Thaïlande n'a pas hésité à massacrer la population de quatre hameaux. Une semaine après ce raid, lancé l'autre vendredi, les dirigeants de Bangkok, stupéfiés par une pareille sauvagerie, s'interrogeaient encore sur la manière de riposter à cette attaque. Car ce n'est pas la première incursion des Khmers rouges sur leur territoire. Depuis deux mois, les accrochages se multiplient dans la région frontalière d'Aranga Prathet. Et toutes les approches diplomatiques tentées par la Thaïlande ont échoué jusqu'ici.

Dans la soirée du 28 janvier donc, quelque cinq cents Khmers rouges

ABONNEZ VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION :

1 an : 21,00 F ; 2 ans : 31,50 F ; 3 ans : 42,00 F

LA CHINE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

LITTERATURE CHINOISE :

1 an : 17,00 F ; 2 ans : 25,50 F ; 3 ans : 34,00 F

COMMERCE EXTERIEUR DE CHINE :

1 an : 14,00 F ; 2 ans : 21,00 F ; 3 ans : 28,00 F

ENVOYER VOS ABONNEMENTS

REABONNEMENTS à : E 100, 24, rue Philippe de Girard Paris 75 010



nouvelles intérieures

A propos de la visite de Giscard en Bretagne

L'accueil des travailleurs de Vannes

Les notables du coin et le Préfet du Morbihan ont mis le paquet pour la visite de Giscard le mardi 8 février. On n'a pas regardé à la dépense et on n'a pas hésité à déplacer des milliers de flics...

Mais il n'y avait pas beaucoup de monde pour l'applaudir...

C'est sans doute, bien sûr, «à cause de la pluie», comme l'a dit le journaliste de service de la télévision.

La population a en tout cas été scandalisée par les dizaines de millions dépensés... Préfecture remise à neuf, barrières métalliques amenées à grands frais de Bordeaux (mais... il n'y a pas eu besoin de contenir la foule réduite à quelques badauds et bourgeois), train spécial de CRS etc.

Les records de gaspillage ont été atteints à Ploermel, un gros bourg à une quarantaine de km de Vannes où Giscard a prononcé un discours le mardi soir.

Il paraît qu'il y a eu 32 millions AF rien que pour les planches des estrades,

elles-mêmes installées sous trois chapiteaux de cirque... Pour allécher la population 2 vedettes et un accordéoniste ont été recrutés... L'imprésario du cirque Giscard aurait bien voulu faire venir un millier de sonneurs de bombe et de biniou mais la grande majorité d'entre eux ont refusé. En tout cas des dizaines d'invitations ont été envoyées par la poste, des transports de cars gratuits ont été organisés dans toute la région... Il y a de quoi scandaliser les travailleurs alors qu'en même temps, on essaie de leur serrer la ceinture avec le plan d'austérité Barre.

Sur le plan des flics, nous avons été particulièrement gâtés. 15 jours avant l'arrivée de Giscard, la ville a été investie par les CRS et les flics en civil : édifices publics gardés, visite de tous les logements situés à proximité de la Préfecture et sur le parcours emprunté par le cortège...

Contrôles d'identité systématiques fouille des véhi-

cules ce qui est d'ailleurs interdit puisque la loi votée au Parlement autorisant la fouille des autos a été annulée par le conseil constitutionnel... mais une fois de plus, la loi est bafouée par ceux qui sont censés la faire respecter.

Au moment de l'arrivée de Giscard à Vannes, mardi matin, il y avait environ 1 500 personnes réunies qui entendaient réserver à Giscard un accueil assez particulier à celui qui est responsable du chômage particulièrement important dans notre département : plus de 12 000 et pas moins de 3 800 pour l'agglomération de Vannes. Ils ont voulu se rendre en cortège, en chantant l'internationale, au «Palais des Arts» là où Giscard devait prononcer un discours.

En fait chaque rue permettant d'accéder à cet endroit était barrée par des gardes mobiles et des CRS équipés pour les combats de rue (lance-grenades, boucliers etc.). La ville était en état de siège ce qui montre

bien la peur de la bourgeoisie devant la colère des travailleurs. Et ils ont bien raison d'être en colère, les travailleurs de la région de Vannes : ceux de l'entreprise Leroux à Muzillac menacés de licenciements et en grève depuis plusieurs mois, ceux de Michelin soumis à des conditions de travail difficiles et dont les délégués syndicaux ont été sévèrement réprimés après une grève menée au début de l'année...

En tout cas devant les multiples barrages de flics, la colère des manifestants était grande.

Diverses tentatives ont été faites pour forcer les barrages, des coups ont été échangés... et pendant ce temps les dirigeants du P«C»F et du PS, de la CGT et de la CFDT, tentaient de freiner la détermination des manifestants en essayant de faire repartir en marche arrière la manifestation avec leurs banderoles... Ces dirigeants de P«C»F disaient : «Du calme, du calme, de toutes façons on ne passera pas!»... «Ne tombez pas dans les provocations»...

Mais qui sont les provocateurs ? N'est-ce pas les flics expédiés là pour nous empêcher de circuler et de nous faire entendre ?

En tout cas pour Giscard qui voulait prendre contact avec «la réalité» et prendre «des bains de foule», il n'a certainement pas rencontré le succès attendu malgré tous les moyens considérables mis en place...

C'est la preuve que de plus en plus nombreux sont les travailleurs qui refusent la politique de la bourgeoisie et tout particulièrement aujourd'hui le plan Barre.

LES PAYSANS
CORSES
POURSUIVENT LEUR
JUSTE COMBAT

(Suite de la p. 1)

Les manifestants veulent «qu'on ne vende pas les terres des viticulteurs faillis aux enchères publiques, comme c'est la coutume, car d'autres gros exploitants s'en empareront car ils ont l'argent pour faire monter les enchères, mais, au contraire, qu'on les redistribue(...) en choisissant un biais qui permette aux jeunes agriculteurs sans terre et qui désirent travailler dans leur pays d'obtenir les instruments de leur travail».

Le fait que le préfet n'ait pas envoyé immédiatement les forces de répression contre les petits paysans en colère montre que leur lutte fait peur au pouvoir; celui-ci ne veut pas remettre le feu aux poudres en Corse où la cause des petits agriculteurs jouit d'un soutien de la masse de la population.

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES



MARXISTES LÉNINISTES DE FRANCE

Le No 30 de la Faucille est paru. Passez vos commandes à l'Humanité rouge, BP 61 - 75861 Paris cedex 18.

Au sommaire : Bilan de la lutte à Naussac - Bretagne : non aux nouvelles mesures de l'Etat - Pologne : misère des paysans, etc....

Sécurité sociale

PREPARONS-NOUS A DEFENDRE NOS DROITS ACQUIS

(suite de la p. une)

Depuis des années, au fur et à mesure que la «couverture» des «dépenses», notamment de maladie, par la «Sécurité sociale» se rétrécissait, on a vu se multiplier les Mutuelles et les compagnies d'assurances diverses. Giscard veut aller plus loin dans ce sens et réduire les avantages que confère le paiement des cotisations sociales obligatoires au minimum !

S'il a reculé sans cesse le moment de cette opération-vérité sur le mythe de la «sécurité» sociale en système capitaliste, c'est parce que la question est explosive et qu'il a préféré ajourner l'affrontement.

UNE VERITABLE
CAMPAGNE
D'INTOXICATION !

En juin dernier, la «grande presse» se demandait de la façon la plus alarmiste comment il serait possible de combler un déficit de près de 9 milliards pour l'année 1976.

Giscard en personne avait tenu un conseil restreint annoncé à grand fracas publicitaire avec Chirac, Fourcade, Durafour et Simone

Weil, tandis que Francoeur annonçait déjà des «mesures douloureuses».

En septembre, après avoir voulu tenir l'opinion en haleine, le pouvoir préférait finalement repousser les graves mesures annoncées, jusqu'au printemps... après les élections. Les mass-média se livraient à un véritable matraquage de propagande sur l'«énormité» des dépenses de santé, la nécessité de «faire des économies». Aucun mensonge n'était trop gros ! Déformant des déclarations de médecins aux «Entretiens de Bichat» la presse allait jusqu'à déclarer : «Les Français gaspillent les médicaments comme le pain» ! Un sondage de l'IFOP annonçait de façon démagogique «Avis des Français : oui au déflaconnement des cotisations-maladies» mais ce n'était que pour ajouter : «Inutile de rembourser les gripes !» Comme si les travailleurs étaient prêts à se priver de tout remboursement pour des maladies souvent peu graves mais néanmoins coûteuses et très courantes ! Tandis que Beullac insistait encore lors d'une interview sur la réduction des dépenses de

santé, Simone Weil lançait dès janvier l'«opération économie» pour tenter de justifier la réduction d'un budget-santé déjà bien insuffisant.

JUSQU'OU LE POUVOIR
VEUT-IL ALLER ?

Jusqu'à présent, sa propagande s'est surtout attaquée aux assurances-maladies. Certes Chottard, vice-président du CNPF se déclarait favorable au financement des allocations familiales non plus par les cotisations «patronales» mais par l'«Etat» : donc un supplément d'impôts. Mais Beullac restait évasif sur ce sujet : il se bornait à déclarer qu'il n'était pas favorable à une «fiscalisation» accrue tout en disant que la limitation des dépenses de santé serait sans doute une mesure insuffisante. Il semble bien que dernièrement un nouveau pas ait été franchi dans l'escalade. La presse fait largement connaître les exigences de Chottard à la dernière assemblée générale du CNPF : suppression de la couverture

des accidents du trajet par les cotisations patronales ; volonté de se décharger du financement des allocations familiales et de vieillesse !

Depuis la presse se livre à une propagande parfois très subtile.

D'un côté elle s'attache à démontrer l'«inutilité» des allocations familiales. Le fameux «conflit de générations» est enterré : les jeunes parmi lesquels beaucoup souhaitent que la femme «reste au foyer» vivent «volontiers» chez leurs parents ; c'est la grand-mère qui garde les enfants «surtout en milieu ouvrier» (pas besoin de crèches) etc.

D'un autre côté elle s'efforce de nous attendrir sur les «vieux» en nous décrivant complaisamment leur misère. En fait, ce n'est pas, bien sûr, pour améliorer leur situation mais pour essayer de nous soutirer des impôts supplémentaires : souvenons-nous de la vignette destinée à l'origine aux vieux !

Il est clair que si la bourgeoisie se livre ainsi à une offensive de grande ampleur, c'est pour préparer un affrontement «sérieux», et se mettre en position

d'exiger, au moment qui lui paraîtra convenir, des «sacrifices» maximum !

PREPARONS-NOUS
A DEFENDRE NOS
AVANTAGES ACQUIS

Les travailleurs n'accepteront pas sans broncher qu'on sacrifie leurs droits durement acquis à la «compétitivité» des entreprises et au «profit» capitaliste. L'exemple de 1968 où la bourgeoisie voulait également mettre ces droits en question l'a prouvé. Il nous faut dès maintenant préparer le combat et pour cela dénoncer le pouvoir mais aussi la fausse «gauche» dont il convient de se démarquer très clairement.

Elle confond à dessein deux choses historiquement liées mais dont le contenu de classe est contraire : - D'une part les droits et avantages acquis sous la pression populaire en 45-46 et dont la seule garantie véritable est le maintien d'un rapport de force.

- D'autre part, l'organisme de collaboration de classe grâce auquel la bourgeoisie a cherché et cherche encore à mystifier les travailleurs.

L'histoire même de la

Sécurité sociale a fait voler depuis longtemps cette mystification en éclats : il n'y a possibilité ni de «sécurité» ni de «soins égaux pour tous» ni de «correction des inégalités sociales» en système capitaliste.

Si la bourgeoisie de «gauche» s'efforce toujours de réchauffer le cadavre de la «Sécurité sociale» c'est uniquement dans l'espoir de récupérer le mécontentement de travailleurs mal informés et trompés, et de participer à la gestion d'un rouage de l'appareil d'Etat. Par contre, elle ne saurait servir l'intérêt des travailleurs dans la défense de leurs droits. Aucune illusion n'est permise là-dessus !

Le «groupe des 25» dont font partie les grandes confédérations ne propose-t-il pas dès maintenant pour toute solution la nationalisation de l'industrie pharmaceutique et la fiscalisation comme le CNPF. Hors, une fiscalisation «démocratique» ce sera toujours en système capitaliste des impôts accrus en priorité pour la classe ouvrière ! Aussi les travailleurs doivent en être convaincus : seule la lutte leur permettra de garder ces avantages et droits acquis !



CMC Quimper

Journée portes ouvertes le 13 février

Les 125 salariés des Ets Dufour CMC, à Quimper (matériel de cuisson) ont reçu leur lettre de licenciement le 6 janvier dernier. En fait, compte tenu des 25 contrats temporaires arrivés à leur terme sans être renouvelés, cela fait 150 suppressions d'emploi venant encore s'ajouter aux 1 500 chômeurs qui traînent sur Quimper.

Dès l'annonce des licenciements, les ouvriers décidaient l'occupation de l'usine. Ils tenaient à s'accrocher à l'emploi qui leur était enlevé. Depuis cette date, une proposition de reprise ridicule leur est faite par Thirode, qui voudrait repartir avec 25 salariés seulement.

Thirode (6 milliards AF de chiffre d'affaires) et Becume (8 milliards AF de chiffre d'affaires) sont les deux grands de la cuisine collective et sont en train de s'accaparer le marché. En clair, Thirode veut détruire un concurrent en récupérant la marque CMC, bien cotée, et se donner une clientèle plus grande. Thirode ne cache pas que pour un type d'appareil qu'il construit, il disposerait ainsi d'un jeu de 4 marques qu'il utiliserait selon les besoins.

Pour obtenir une reprise de tout le personnel, les ouvriers savent qu'ils ont besoin d'un fort soutien populaire. Ils ont estimé dans un premier temps qu'il fallait quand même «faire le tour de notables». Ils ont ainsi découvert que le maire PS de Quimper et le député RPR de la ville leur faisaient tous deux la même proposition : celle de la coopérative ouvrière.

Ils ont découvert lors d'une session du Conseil général, comment le Conseiller général Jeudy (PCF) excelle dans l'art des courbettes dans cette assemblée de notables.

Demandant une suspension de séance pour aller rencontrer les travailleurs en lutte présents dans la salle, il affirmait que leur présence témoigne «de la haute estime et de l'espoir que les travailleurs mettent dans le Conseil général».

A l'issue de la session, il déclarait : «Je veux souligner combien nous avons apprécié le ton de cette session». Il ne disait rien d'autre que Colin, président et centriste : «Je me plais à relever les qualités de cordialité et de courtoisie de nos discussions».

Les ouvriers de la CMC attendent toujours la suite donnée à la question écrite déposée par les notables de «gauche». Ces gens-là s'arrangent trop bien entre eux !

D'avantage d'ouvriers ont compris qu'ils avaient à compter d'abord sur eux-mêmes, sur la section syndicale qu'ils constituent et qu'ils avaient à trouver un soutien très ferme.

Ils ont donc entrepris diverses actions de popula-

risation, qui ont pour premier effet de les mobiliser eux-mêmes.

La «journée porte-ouverte» du 13 février est une de ces initiatives. Ils ont invité à participer à cette journée des camarades des entreprises en lutte pour la défense de leur emploi : la Siccna (Saint-Malo) Réo (Fougères), Donval (Rosporden), Le Roux (Noyal-Murillac) Bolloré (Quimper)...

Ils ont fait une large présentation de leur lutte afin

d'obtenir l'appui total de tous les travailleurs, actifs ou chômeurs, qui sont venus à cette journée.

Correspondant HR-Quimper

En signe de soutien...

Les syndiqués CFDT-impôts de Quimper, au lieu de faire la «grève électoraliste» de 24 heures du 27 janvier ont versé aux grévistes de la CMC leur salaire de ce jour de grève-bidon, pour les aider à organiser leur lutte.

Congrès départemental du SGEN-CFDT de la Sarthe

UNE VICTOIRE DU COURANT DE LUTTE DE CLASSE

Le 29 janvier, s'est tenu le Congrès départemental du SGEN-CFDT de la Sarthe. Ce congrès a eu des aspects positifs et des aspects négatifs.

Le caractère le plus négatif a été sans doute le petit nombre de participants, une quarantaine, alors que le syndicat compte dans le département 400 adhérents, et qu'il a quadruplé ses effectifs en 3 ans (le congrès de l'an dernier rassemblait deux fois plus de monde). Il y a là un danger sérieux pour la démocratie syndicale, qui a peut-être son origine dans des conceptions spontanées de la lutte syndicale (cela reste à vérifier).

Le congrès se déroulait après le refus de l'immense majorité des sections SGEN sarthoises de la journée de grève-bidon du 27 janvier. Aussi peut-on dire que la question de la soumission ou de la lutte contre le courant électoraliste de l'Union de la gauche dans le syndicat était à l'ordre du jour de façon évidente.

REFUS DE L'UTILISATION ELECTORALISTE DU SYNDICAT

Deux motions présentaient ces points de vue différents.

L'une, présentée par une seule personne, défendait le point de vue suivant :

«Le SGEN devra donc, comme la CFDT, lutter pour le succès de l'Union des forces populaires. Cela est incompatible avec les attaques systématiques contre les positions et la stratégie des partis qui représentent la majorité des travailleurs et qui ont leur confiance (...)

«Le SGEN doit (...) prendre une attitude positive dans les luttes électorales à venir pour favoriser le succès de l'alternative de gauche, aux municipales comme aux législatives».

L'autre, présentant la position de la section SGEN du lycée agricole de Rouillon qui a eu à affronter à de nombreuses reprises l'administration dont le sous-directeur révisionniste notoire, est aussi secrétaire de la section syndicale affiliée à la FEN.

Cette motion dénonçait l'utilisation électoraliste du syndicat, que ne repousse pas clairement la direction nationale du SGEN dans sa déclaration de candidature. Cette motion ajoutait : «Ces déclarations (d'Edmond Maire), la dissolution de l'Union départementale de la Gironde, d'une union locale à Paris, visent à met-

tre au pas les travailleurs opposés à l'Union de la gauche. Ces mesures tendent à faire de la CFDT une courroie de transmission de la gauche, en particulier du Parti socialiste.»

Il est positif que cette motion ait recueilli la quasi unanimité des voix, alors que l'autre motion ne recueillait que 4 voix.

CE N'EST QU'UNE PREMIERE VICTOIRE

Cependant, deux textes ont été repoussés, qui proposaient une organisation plus précise de la lutte contre l'électoralisme dans notre syndicat :

— Refus organisé des grèves de 24 h.

— Organisation dans les manifestations pour faire échec à leur détournement électoraliste. Un pas supplémentaire dans le combat contre l'influence réformiste serait précisément l'adoption de formes concrètes d'organisation face à celui-ci.

Un autre «aspect positif» a été la présence d'un permanent de l'UD-CFDT, «simple observateur», qui a continuellement essayé d'orienter les votes dans un sens électoraliste, poussant la gentillesse jusqu'à «conseiller» tout au long des débats les agents de servi-

Planchers Bourges (Forges-les-Bains-Essonne)

LES MANŒUVRES DE LA CGT DEJOUÉES

Depuis plus de 50 jours, les travailleurs des Planchers Bourges (coffrages métalliques), en majorité immigrés, luttent pour la réintégration des 39 lock-outés (voir HR Nos 608 et 614).

Une manifestation devant l'usine était préparée par les travailleurs avec le comité de soutien pour montrer la détermination des travailleurs, l'ampleur du soutien dans toute la région, et pour sensibiliser le personnel non lock-outé.

Alors l'UL-CGT d'Arpa-

jon s'est présentée pour la première fois au comité de soutien, pour expliquer qu'il y aurait des provocations, donc des expulsions, et que le comité de soutien ne serait pas capable de l'éviter. Et qu'il valait mieux faire une délégation massive à la mairie, à 3 km !

Cette manœuvre a momentanément réussi. Mais les travailleurs, se rendant aux arguments de l'UL, ont cependant voté pour que la manifestation ait quand même lieu devant l'usine, mais sans eux.

L'UL s'est abstenue. Après l'échec de sa manœuvre, l'UL qui n'était venue que pour empêcher la manifestation et l'action de masse, n'a rien proposé pour le soutien.

Ne reculant devant rien, les dirigeants CGT régionaux ont fait distribuer la veille de la manifestation un tract signé de la section syndicale CGT des Planchers Bourges mais rédigé sans les travailleurs. Ce tract prétendait que la «section syndicale ne jugeait pas opportun qu'une manifestation ait lieu devant l'usine» et que «les décisions du comité de soutien relèvent de sa propre autorité» (à eux) alors que le comité est depuis le début sous la direction effective des travailleurs.

Devant cette manœuvre, le comité de soutien a décidé d'annuler cette manifestation et d'expliquer à tout le monde ce qui s'était passé.

Les travailleurs sortent de cette expérience plus forts et mieux armés pour distinguer les vrais amis des faux. Le comité de soutien quant à lui en sort plus uni sous la direction des travailleurs, et donc plus actif.

La lutte continue !

Le soutien s'élargit ! Plus de 4 millions anciens ont déjà été collectés, ce qu'on n'a jamais vu dans la région.

Allez les voir devant l'usine ! (sur la N 838, entre Mours et Dourdan, à Bajoulet, cité de l'Alouetterie). Ils ont aussi besoin de votre soutien financier : Asti Orsay CCP 30 008 82-U La Source.

Correspondant HR

Malheureusement, le congrès, vu la longueur des discussions, ne put débattre à fond des luttes à venir. En particulier, celles sur le réemploi et la titularisation des maîtres-auxiliaires qui sera particulièrement vive à la rentrée 77 avec la mise en application de la Réforme Haby.

Enfin, soulignons que sur proposition d'un congressiste, le congrès s'est engagé à soutenir financièrement et politiquement le peuple sahraoui.

Correspondant HR Le Mans





Naphta-Chimie (Martigues)

Explosion dans un atelier

Qui sont les responsables ?

Nous avons déjà annoncé la nouvelle de l'accident survenu à l'usine Naphta-chimie de Martigues, le 8 février. Nous publions aujourd'hui une correspondance d'un camarade de l'usine, qui après avoir détaillé les circonstances, fait ressortir les véritables responsables de cet «accident».

Mardi 8 février, vers 10 h, à Naphta-chimie, à Martigues-Lavéra, un réacteur (cylindre en tôle d'acier haut de 15 m et large de 2 m 20 dans lequel ont lieu des réactions chimiques) a lieu à l'atelier PPG souple (poly-propylène-glycol) blessant 11 travailleurs dont deux grièvement.

Comment cela s'est-il produit ?

Dans la salle de contrôle, un ingénieur, un contre-maître et deux opérateurs essaient, pendant une heure ou deux, de mettre en route une réaction, sans y arriver. Soudain la pression et la température d'un réacteur montent brutalement ; les gars qui sont dans la salle de contrôle ouvrent la soupape vers la torche de l'usine, pensant ainsi écarter tout danger ; le réacteur contient à ce moment 3 tonnes d'oxyde de propylène.

Malgré cela, ils entendent un sifflement, ils ont juste le temps de fuir avant l'explosion du réacteur qui détruit entièrement la salle de contrôle.

11 travailleurs sont blessés par des éclats du réacteur, certains à plusieurs centaines de mètres de l'atelier. Un bloc d'acier de 500 kg est projeté à 600 mètres de là, sur une voie ferrée où il coupe net un rail, avant de rebondir et de passer à travers un mur.

A quelques mètres de l'atelier, une conduite de chlore d'une cinquantaine de centimètres de diamètre sort indemne de l'accident ; il est à noter que la vanne de sectionnement de cette conduite située à l'atelier de chlore est à un km environ du lieu de l'explosion ; ce qui veut dire qu'en cas d'avarie, c'est un volume considérable de gaz qui se serait répandu dans l'usine et les localités environnantes.

Les responsables

Le patronat - La Loi du profit

En 1969, un accident semblable avait eu lieu au même endroit (il n'y avait pas eu de blessés). La direction s'était alors engagée à assurer la sécurité du personnel ! Qu'a-t-elle fait depuis ? Aucune protection de la conduite de chlore ! Remplacement du réacteur de 10 tonnes par un de 25 !

Etude d'un nouveau réacteur pour mettre au point des systèmes de mise en route et de refroidissement plus efficaces ! Dès maintenant, on peut remarquer que les installations sont équipées de systèmes de sécurité insuffisants (la soupape ne permettant pas d'évacuation rapide et le système de refroidissement étant insuffisant). Par ailleurs, le mauvais démarrage de l'installation s'est

traduit par une accumulation de 3 tonnes d'oxyde de propylène dans le réacteur.

La direction, elle, va jeter la responsabilité sur les travailleurs ; elle prétend que la vanne d'une pompe servant à réchauffer le mélange du réacteur était fermée au début, et qu'un ouvrier l'a ouverte entraînant la montée en flèche de la température.

Mais aucun système de protection n'existe pour empêcher un accident si une erreur est commise ! Est-ce là ce que la direction appelle : «Assurer la sécurité...»

Après l'explosion de mardi, les services administratifs sont évacués en tout hâte. Mais les gars à la production ont dû rester à leur poste ! La PCF déclare : «Les ouvriers des unités de fabrication restent à leur poste pour assurer la sécurité, faisant preuve de leur habituel courage et de leur sens aigu des responsabilités». (La Marseillaise du 9 février).

Si les jeunes corps de la PCF arrivent au pouvoir, on peut imaginer ce qu'ils exigent des travailleurs, au nom du «courage» et du «sens des responsabilités»

Non à la loi du profit

Le seul souci de la direction c'est bien le profit. Les installations sont poussées au maximum, jusqu'à l'accident. Ainsi, concernant le secteur oxo-chimie, la direction dit :

«Entre 1969 et 1972, il a été possible de dépasser la production initialement prévue...»

Nous n'avons pas encore obtenu les résultats espérés en raison de la fatigue du matériel utilisé et des pannes fréquentes sur les machines durement sollicitées. A oxo-chimie, le 2 avril 73, une pompe explose. Bilan : 2 ouvriers tués !

Voilà qui est clair : seule la mobilisation des travailleurs, très conscients du danger pourra imposer à la direction de mettre en place des dispositifs efficaces de sécurité

Correspondant HR

la France des luttes

SESCOSEM-Grenoble

Préparons la lutte contre les licenciements

Nous avons relaté dans nos précédentes éditions les licenciements prévus à la SESCO d'Aix-en-Provence et la riposte des ouvrières.

A la SESCOSEM de St Egrève (Grenoble) dès la nouvelle des 147 licenciements d'Aix connue, la CFDT est passée dans les ateliers, annonçant l'événement par bigophone et invitant les travailleurs à une AG le lundi.

Le lundi matin devant 700 personnes, chaque syndicat a fait ses propositions :

La CFDT : 1 journée de grève par semaine avec des piquets de grève, à commencer tout de suite.

La CGT : des débrayages de 10 mn, plusieurs fois par jour, des baisses de cadences, tout ça par secteur et par catégories.

La CGC : une journée de grève le jour de CE où nos licenciements seraient annoncés et sans piquet de grève.

En fin de compte, la proposition CFDT obtient 45 % de voix, la proposition CGT et CGC réunies, 55 %.

C'est en fin de compte la proposition CGC qui est retenue.

«L'attitude de la CGT pendant la semaine précédente l'AG, souligne notre

correspondant, a été d'aller dans les ateliers avertir de «danger» de l'occupation préconisée par la CFDT. Ils se justifient en disant qu'une occupation cause moins de pertes au patron que des petits débrayages qui le prennent au dépourvu !»

Le lundi après-midi le vote est confirmé, mais la CGT est huée sur sa proposition de débrayage de 10 mn et par secteur.

«Comme l'a rappelé une ouvrière par bigophone, ce genre d'action ne concerne que les ouvrières et pas les AT, AM, ingénieurs et cadres, qui eux ne sont pas au rendement».

«Cette ouvrière a été chaleureusement applaudie, souligne notre correspondant. Bref, pour beaucoup d'ouvrières, ça a été une révélation de savoir que «la CGT n'est pas avec nous».

«Mais même si l'on peut penser les décourager, au contraire, ça n'a fait que leur confirmer qu'il faut lutter de la façon dont elles l'entendent et qu'il est possible de faire taire ceux qui sont pour le patron, comme ça a été le cas avec la CGT. «Cette AG a remonté l'ambiance dans l'usine et la confiance des travailleurs dans leur force.

«Maintenant on attend que le patron décide de convoquer le CE pour annoncer nos licenciements.»

(A suivre)

Sescossem Aix-en-Provence

PRES D'UN MILLIER DE GREVISTES DANS LA RUE

Mercredi 9 février à 14 h près d'un millier de travailleurs de la Sescossem se retrouvaient sur le Cours Mirabeau à Aix-en-Provence pour manifester contre les 147 licenciements (Cf article de l'HR No 621).

Pour une fois les blouses blanches et bleues des ouvrières cotoyaient les cadres car eux aussi sont sur les listes des licenciés. Ils comprendront peut-être cette leçon que leur donne le capitalisme et renieront leur rôle de garde-chiourne pour se ranger aux côtés de la classe ouvrière.

Le cortège, après avoir attendu le retour d'une délégation reçue par le préfet est revenue à l'usine en scandant les mots d'ordre «Non aux licenciements, non au chômage !» «Thomson CSF peut payer... De très nombreuses banderoles parsemaient la manifestation qui a regroupé les 3 équipes ce qui est un événement à la Sescossem.

Mais de nombreux grévistes sont conscients que pour obtenir satisfaction, il faut aller plus loin et envisager la grève illimitée. La condition nécessaire à la

poursuite de la lutte c'est l'unité des travailleurs qui doivent rejeter les illusions répandues sur le fait que les OS ne seront pas touchés.

La condition nécessaire, c'est aussi la conduite démocratique de la grève avec la mise en place du comité de grève.

Comité de grève dont un tract de l'Humanité rouge de l'usine rappelle que pour être efficace il doit être composé :

«De membres (syndiqués et non syndiqués) élus par l'Assemblée générale des grévistes. Ces membres du comité de grève, sont responsables devant l'Assemblée générale.

— des membres du comité de grève qui font des propositions sur la conduite de la lutte, et c'est l'Assemblée de grévistes qui prend les décisions, et qui mandate le comité de grève.

C'est ainsi que se crée et se renforce la lutte, dans l'unité la plus large, entre syndiqués et non syndiqués, travailleurs de toutes catégories réunis.»

Correspondant HR

GREVE ILLIMITEE A L'AIOP GUINGAMP

Depuis le 18 janvier, la section réglage rejointe par les sections commutateurs et électronique (130 personnes environ) sont en grève illimitée contre les cadences, pour l'intégration de 200 F de «boni» dans le salaire de base. L'AIOP (Coopérative ouvrière en instrument de précision) occupe 1 300 salariés à Guingamp, en majorité des femmes - OS.





Le programme commun, un programme bourgeois et un effort désespéré pour empêcher les femmes de se battre

À propos de l'émancipation des femmes, le projet de l'Union de la gauche ne se distingue en rien des points de vue bourgeois, démagogiques et paternalistes défendus par le Programme commun sur d'autres questions.

Un programme bourgeois

Dans le Programme commun, 2 pages sur 188 sont réservées à la «question des femmes». Dans ces 2 pages, on chercherait vainement une analyse, même sommaire, des causes fondamentales de l'exploitation des femmes et particulièrement des femmes de la classe ouvrière, des femmes appartenant à la petite paysannerie, des employées, etc. Pas une seule fois, le mot capitalisme n'est prononcé. On ne parle pas d'émancipation des femmes, mais de «promotion de la femme». Bref, les auteurs du Programme commun entendent bien rester dans le cadre du capitalisme ; et c'est dans ce cadre là qu'ils inscrivent la question de la «promotion de la femme» comme ils disent :

«La promotion de la femme suppose sa participation à la vie économique, sociale, culturelle et politique. Elle exige des lois nouvelles, des mesures concrètes, des moyens matériels, afin que les femmes accèdent à l'égalité dans le travail, la société, la famille».

Le tour est joué ; on parle d'égalité de la femme dans la société capitaliste qui fonde son système précisément sur l'inégalité sociale !

Ceci n'est que mensonge et hypocrisie, et ces messieurs-dames, dirigeants des partis signataires du Programme commun le savent fort bien.

Sous le capitalisme de quelle égalité peut-il s'agir ? L'égalité de la femme ouvrière avec l'homme ouvrier, esclaves salariés de patrons exploités, est-ce la promotion de la femme ?

On retrouve bien là le même langage des courants féministes bourgeois qui disertent en l'air de la condition féminine en cherchant à isoler du combat fondamental pour la révolution socialiste.

C'est la même position confusionniste qui revient à mettre sur un pied d'égalité les femmes de la bourgeoisie et celles de la classe ouvrière et du peuple.

Par contre, agir et organiser les femmes dans la lutte dès aujourd'hui pour l'amélioration de leur condition,

pour supprimer des injustices par trop flagrantes, de cela le Programme commun ne parle pas.

Un programme électoral... que Giscard a réalisé

Mais voyons ces «lois nouvelles», ces «mesures concrètes» promises par le Programme commun.

«Les discriminations contenues dans la législation à l'égard des femmes seront abrogées... des lois nouvelles seront élaborées concernant l'autorité parentale, les régimes matrimoniaux, la filiation, le divorce... les femmes disposeront de droits égaux à ceux des hommes en matière de salaire, de formation professionnelle... la législation répressive concernant l'avortement sera abrogée...»

Ces promesses correspondent en effet partiellement aux aspirations de nombreuses femmes.

Mais ils n'ont vraiment pas de chance ! D'abord, les

femmes n'ont eu que faire de leurs promesses, elles ne croient pas au Père Noël, elles n'ont pas attendu 78 pour entrer en lutte et imposer à Giscard et à son gouvernement la réalisation de ce programme électoral qui reste bien en deçà des exigences actuelles des femmes.

Nous disons qu'importe que ce soit la «droite» ou la «gauche» qui ait voté ces nouvelles lois. C'est une très bonne chose et ceci pour deux raisons que nous explique Lénine :

«... Les marxistes n'ignorent pas que la démocratie ne supprime pas le joug de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus nette, plus large, plus ouverte, plus aiguë ; c'est cela qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète et mieux la femme voit que son «esclavage domestique» est dû au capitalisme et non pas à l'absence de ses droits. Plus la structure est démocratique, et mieux

les ouvriers voient que c'est le capitalisme qui est la cause de tout le mal, et non pas l'absence de droits. Et ainsi de suite.

«... Le droit au divorce, comme tous les droits démocratiques, sans exception, est difficilement réalisable sous le capitalisme, il est conditionnel, restreint, formel et étroit, mais néanmoins, aucun social-démocrate honnête, ne comptera parmi les socialistes, ni même les démocrates, ceux qui nient ce droit. Et c'est là l'essentiel.

Toute la «démocratie» consiste en la proclamation et la réalisations de droits qui, sous le capitalisme, sont réalisés dans une mesure très modeste et très conditionnelle, mais sans leur proclamation, sans la lutte immédiate et directe pour ces droits, sans l'éducation des masses dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible» (Lénine : œuvres, Tome XIX).

Nous sommes bien loin des préoccupations de Marchais et de Mitterrand. Faire prendre conscience aux femmes que la cause de leur oppression est le capitalisme, préparer la venue du socialisme en éduquant les masses «dans l'esprit d'une telle lutte» ne les intéressent pas. Non, ce qu'ils veulent c'est grimper au pouvoir en se servant des justes aspirations des femmes entre autre.

Tout faire pour empêcher les femmes de lutter

Un exemple de leur hypocrisie ? C'est celui de la lutte pour «l'avortement et la contraception libres et gratuits».

Au moment où le PCF et le PS pondent leur Programme commun sévit en France une loi particulièrement odieuse : la loi répressive de 1920.

L'avortement est alors interdit. Se faire avorter ou avorter une femme est pas-

sible de prison. Conséquences : les femmes des milieux populaires (car le problème ne se pose pas pour les femmes des classes aisées) se font avorter clandestinement dans des conditions qui mettent en danger non seulement leur santé mais leur vie. Une femme par jour meurt des suites d'un avortement. Cela Marchais et Mitterrand l'ignorent.

Oh bien sûr, dans leur Programme ils écrivent bien : «Abrogation de la loi répressive de 1920». Mais quelles luttes sont impulsées par ces «Zorros» protecteurs de la femme et de l'enfant ? Aucune.

Mieux encore. Non seulement ils n'impulsent aucune lutte de masse mais encore, quand se déclenche le grand mouvement populaire pour l'abrogation de la loi de 1920 et pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, ils restent absents de la lutte et même, ils la condamnent !

Et après ils ont le culot de venir dire : «C'est grâce à nous que cette loi fut abrogée. Nous avons voté pour cela au Parlement».

Non vraiment, l'union de la gauche et la «droite», c'est blanc bonnet et bonnet blanc.

Ce n'est pas là que les femmes doivent chercher la voie pour améliorer leurs conditions de vie. Elles ne doivent compter que sur leurs luttes pour arracher de nouveaux droits.

Et surtout, elles doivent comprendre que le chemin de leur émancipation passe par la victoire de la Révolution prolétarienne en France. Et sur ce chemin là, elles trouvent en travers de leur route, les Giscard, Marchais et Mitterrand, tous unis pour la défense de leurs intérêts de bourgeois.

Plan Barre

PLUS DE TRAVAILLEUSES, PLUS DE CHOMEUSES

De plus en plus de femmes travaillent. C'est là une réalité engendrée par le système capitaliste lui-même car il devient de plus en plus difficile de boucler le budget d'une famille avec un seul salaire, et ce n'est pas le plan Barre qui changera cela.

Désormais 8 millions de femmes ont une activité professionnelle ce qui représente environ 40 % des salariées (contre 38 % en 1968).

Le secteur tertiaire reste le centre principal de l'activité des femmes travailleuses. En région parisienne, il concerne 70,4 % d'entre elles. Les femmes y sont majoritaires dans les services et administrations (56 %), les banques, les assurances et les agences (53 %). Elles représentent aussi 40 % des effectifs des travailleurs du commerce.

Le poids des femmes augmente aussi dans le secteur industriel. Si elles représentent 30 % des effectifs des travailleurs de l'industrie au

niveau national, sur le plan parisien, cette moyenne est nettement plus élevée : 38,3 %.

d'une montée en flèche du chômage : plus de la moitié des chômeurs inscrits sont des femmes.



Longue file d'attente le «jour du pointage pour les femmes». Celles-ci sont obligées d'attendre des heures, leurs enfants sur les bras.

Mais cette participation accrue des femmes à la production s'accompagne

Deux jeunes sur trois à la recherche de leur premier emploi sont des jeunes filles.

Et la traditionnelle «sans qualification» attribuée aux femmes n'y est pas pour grand chose : 26 % des chômeuses seulement sont inscrites sans qualification.

Des discriminations particulières pèsent sur elles : inutile de se présenter chez un employeur quand on est enceinte. Bien que la loi l'interdise, il n'y a, dans les faits, pas d'embauche possible pour les femmes enceintes.

Elles sont actuellement 800 000 chômeuses officielles qui, tous les 15 jours, font la queue pour pointer le «jour des femmes». Et à côté de celles-ci, combien d'autres sans travail, à qui on ne reconnaît même pas la qualité de chômeuses.

Le capitalisme c'est aussi cela : plus de travailleuses, plus de chômeuses. Mais il est bien ainsi son propre fossoyeur car ce sont aussi des millions de femmes exploitées, révoltées, qui entrent dans la lutte de classe, aux côtés de leurs camarades hommes, pour en finir avec ce système.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert

1 mois (22 No) . . . 32 F
3 mois (66 No) . . . 95 F
6 mois (132 No) . . . 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé

1 mois (22 No) . . . 70 F
3 mois (66 No) . . . 210 F
6 mois (132 No) . . . 400 F
Soutien 500 F

CCP :

L'HUMANITE ROUGE
No 3022672 - La Source



culturel

A la télévision du 15 au 22 février

mardi 22 février
A2 - 20 h 30
Les dossiers de l'écran
**DEVINE QUI VIENT
DINER
DEBAT SUR
LE RACISME**

Tout le monde a encore en mémoire cette émission sur les travailleurs immigrés, avec Dijoud qui profita de l'émission pour menacer le travailleur portugais présent, pour faire un discours raciste et paternaliste. Peut-être des problèmes seront abordés comme la lutte des peuples de Rhodésie et du Zimbabwe.

jeudi 17 février
TF1 - 20 h 30
Spécial événement
**débat Marchais-Fourcade
LA NATIONALISATION
ET LE PETROLE**

Enfin presque un an après Mitterrand, Marchais peut avoir son duel avec Fourcade. Il est bien certain que le PCF ne demande pas la nationalisation des multinationales en France. Il serait le premier concerné avec la Banque pour l'Europe du Nord (la première banque étrangère en France).

Le débat sera très technique, Marchais ouvrant le dossier des pétroliers de

Marseille. Marchais parlera aussi certainement des augmentations accompagnées de stockage par les compagnies, ce qui entraîne pour ces mêmes compagnies un gain de plusieurs milliards à chaque fois. Les compagnies américaines ne seront pas ménagées non plus. Marchais sera un peu plus discret sur l'OPEP qui mène son combat depuis 1960, sur la montée des luttes du tiers monde pour la récupération de ses matières premières et pour un nouvel ordre économique mondial.

Il sera encore plus discret sur la tentative russe : faire sortir l'Algérie, la Syrie, l'Irak de l'OPEP pour créer avec eux une autre OPEP dont elle ferait partie. Marchais sera complètement muet sur la politique des prix pratiquée par l'URSS en matière de pétrole avec le COMECON et sur l'utilisation du pétrole comme chantage impérialiste de la part de Brejnev vis-à-vis de l'Europe.

vendredi 18 février
FR3 - 20 h 30
**FAITS DE
SOCIÉTÉ
LES ENFANTS
QU'ON CACHE !**

Il y a en France plus d'un million d'handicapés, enfants et adolescents. Il y a aussi des adultes. On en par-

le. Dans la société capitaliste tous ceux qui ne sont pas productifs, sont rejetés ou tenus à l'écart.

Or, il faut savoir que la naissance d'un grand nombre d'handicapés est liée aux conditions matérielles de la grossesse de la femme.

On peut réduire le nombre des handicapés en surveillant la tension artérielle de la femme enceinte. Le professeur Minkowski, spécialiste de ces problèmes, explique que ce sont des choses simples mais qui exigent une autre organisation de la santé. Il serait très possible de pratiquer une médecine de prévention pour les femmes qui risquent d'avoir des problèmes.

Du fait des conditions très dures de leur grossesse, les femmes travaillant en usine sont d'autant plus sujettes à ces risques. Il va de soi que ce type de prévention n'est pas possible dans une société où la médecine aussi est basée sur la loi du profit maximum. Ainsi, non seulement la bourgeoisie va faire du profit en ne fournissant pas aux futures mamans des conditions de grossesse favorables, mais de plus elle va en faire en organisant la mise à l'écart des handicapés pendant toute leur vie.

On assiste actuellement à une floraison de maisons

régies par la loi 1901 (en particulier dans les régions pauvres), en Lozère et dans le sud de la France. Tout le monde a encore en mémoire le crime de l'Espéidou commis par cet ancien aumônier de l'armée coloniale (couvert en haut lieu). Les parents des handicapés doivent payer très cher pour qu'on s'occupe de leurs enfants. Encore faut-il voir comment !

Les malades qui peuvent être rentables, on les utilise pour réaliser des tâches très répétitives qu'on n'ose même pas donner aux OS : visser des prises de courant électrique, etc.

Un autre problème, c'est que ces handicapés sont exclus de la société, on les parque dans des endroits spéciaux : pour eux, plus aucune chance de progresser.

GERARD DE VILLIERS ET LES DEFENSEURS DU LIVRE A NANTERRE

Quand il s'agit d'intoxiquer les travailleurs, les dirigeants révisionnistes ne reculent devant aucun sacrifice. Dans notre édition précédente, nous avons vu ce que pensaient les révisionnistes dans un certain nombre de domaines de la culture.

Mais cela ne leur suffit pas, il faut aller toujours plus loin dans la dégénérescence.

Après Ferniot au débat, c'est l'écrivain fasciste de Villiers qui est interviewé. On le questionne longuement sur ses livres et sur ses opinions, cela donne :

«Je ne suis pas stalinien, je suis antifasciste, je suis donc anticommuniste.»

A la question «Ne croyez-vous pas que vos livres sont racistes ?» «Mais non pas du tout, je ne suis pas raciste, je décris les Noirs, les Jaunes, les Rouges tels qu'ils sont,

voilà tout ! Il faut voir la réalité en face, voilà tout.»

Sans commentaire. Entre deux questions à ce fasciste, nos sociologues révisionnistes interviewent de jeunes travailleurs de CET qui lisent SAS. Les réalisateurs du montage, dans leur mépris des masses, mettent sur le même plan celui qui fait et qui produit cette littérature raciste et les jeunes travailleurs momentanément trompés par l'idéologie bourgeoise.

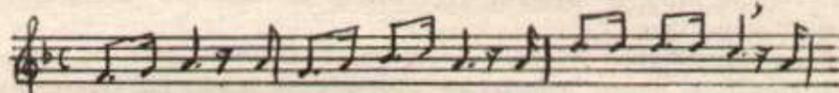
CHANSON ECRITE ET REALISEE
PAR LES CAMARADES DU NORD.

LA RIPOSTE

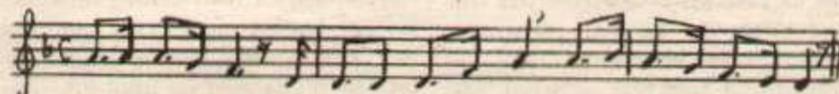
entre-musique Jacques Destailleur



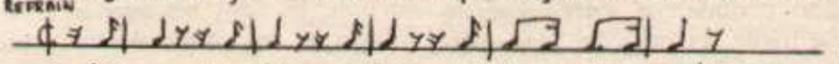
Ban-quièrs, pa-trons, on con-naît vot' chan-son ! Ah, la, la, la



on-jonc-ture, faut s'en-ner la can-tine On n'ar-rêt' pas d'entendre, rien



n'a ja-mais changé, mais non en-est qu'ge change, on va vous dire reb'i-les.



La case, ban-quièrs, pa-trons, c'est à vous d'la payer !

La grève des artistes interprètes et les révisionnistes

Les révisionnistes tentent par tous les moyens de dévoyer la juste lutte des artistes interprètes pour le droit au travail. Dans une première étape, ils prônaient le corporatisme en disant «si on politise la grève, l'USDA (syndicat autonome) ne suivra jamais».

Maintenant, ces messieurs au lieu de dénoncer la loi du profit qui règne à la télévision, au lieu de dénoncer le rôle que la bourgeoisie veut faire jouer aux artistes, dénoncent principalement l'intrusion des films américains

dans les sociétés de télévision. «Il s'agit de savoir si nous entendons préserver l'originalité d'une culture qui s'affirme à la télévision à travers des œuvres plus nombreuses de créateurs, d'artistes et d'auteurs d'expression française ou si nous nous laisserons modeler toujours davantage par une influence étrangère dominante qui tend à créer une "pseudo-culture occidentale uniforme et affadie".»

Voilà de belles larmes de crocodile quand on sait la

place que les révisionnistes laissent aux histoires du Far West dans Pif. Quand on sait que Pif n'est qu'une imitation de Mickey, quand dans le numéro de «L'Humanité» où se trouve l'appel des 80 personnalités (cité ci-dessus), on trouve un feuilleton intitulé «Patricia Highsmith : la rançon du chien» traduit de l'américain par Jeanine Herisson, ce manifeste vient à point dans l'offensive des révisionnistes pour s'infiltrer un peu plus dans l'appareil de propagande. Les révisionnistes qui font du tapage autour des films américains, veulent en fait pouvoir utiliser eux-mêmes les moyens de propagande bourgeois, et diffuser la culture bourgeoise pour mieux tromper les travailleurs.

A la culture impérialiste Lénine a dit d'opposer les éléments démocratiques de chaque culture bourgeoise et non pas sa culture bourgeoise.

Banquiers, patrons,
Vous faites monter les prix,
Vous bloquez nos salaires,
Et vous croyez qu'on va
Toujours se laisser faire ?
Finis les boniments !
Voilà ce qu'on répond :
Augmentez nos salaires !

Banquiers, patrons
Vous payez vos valets
Dans tous nos syndicats :
Quand ils nous font faire grève,
C'est pour leurs élections.
Mais ça ne durera pas.
Ils nous tirent dans le dos :
On vous les renverra !

Banquiers, patrons,
Vous nous jetez sur le trottoir
Et vous nous faites chômer,
Faudrait qu'on soit content...
Faudrait vivre d'espoir...
Voilà ce qu'on vous répond :
Du travail pour tous !
Pas un seul licenciement !

Banquiers, patrons,
Vous flics qui assassinent,
Vous prisons et vos chiens,
N'empêcheront pas le peuple
De briser toutes ses chaînes
Pour venger tous vos crimes,
Et la répression,
Nous l'écraserons !

Banquiers, patrons,
Vous en licenciez cent
Et pour nous diviser
Dix sont indemnisés ;
Merci d votre charité ;
Mais nous rest'rons unis.
Indemnisés ou pas,
Le chômage, on n'en veut pas !

Banquiers, patrons,
Votr'armée et vos lois
Ne nous empêcheront pas
D'faire la révolution.
Reformons, prolétaires,
L'armée des poings levés !
Ecrasons le pouvoir
Des patrons et des banquiers !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION



L'Humanité Rouge

La crise viticole en Languedoc-Roussillon

Le combat des travailleurs de la vigne 10

Dans tout ce qui a précédé, nous avons essayé de montrer que les positions et l'activité de tels ou tels individus ou partis ne peuvent être comprises qu'en les rattachant

à des intérêts de classe bien précis. Nous avons voulu montrer qu'il était faux de prétendre que la viticulture était faite d'hommes ayant des intérêts identiques.

LA CRISE VITICOLE A SA SOURCE DANS LE REGIME CAPITALISTE

La caractéristique fondamentale de la crise viticole dans notre pays est l'accroissement important des stocks dû à la mévente de ces dernières années. Les prix de vente en gros à la production se sont effondrés, la surface plantée en vignes s'est réduite, entraînant le licenciement de nombreux ouvriers agricoles ou semi-prolétaires, et la faillite de milliers de petits producteurs.

On constate que la crise viticole, tout comme la crise industrielle et financière qui atteint non seulement la France mais l'ensemble des pays capitalistes de l'Ouest et de l'Est, est une crise de surproduction. Et quand nous disons «surproduction» nous ne voulons pas dire «surproduction absolue», c'est-à-dire que la production de vins en France ou en Europe est trop abondante pour être consommée par les larges masses populaires. La bourgeoisie parle de surproduction de lait, par exemple. Est-ce que cela signifie que toutes les familles travailleuses de France peuvent acheter comme elles le désirent ce produit alimentaire ? Non !

Pour la production viticole c'est exactement la même chose. La «surproduction» est une surproduction «relative» ; cela signifie que le marché est bloqué par une production qui ne peut apparaître comme trop abondante que par rapport au pouvoir d'achat des masses populaires.

En période de crise générale industrielle et agricole, les marchandises s'amoncellent dans les entrepôts capitalistes, elles ne se vendent pas. En France, durant les 5 dernières années, les capitalistes ont imposé la destruction de 620 000 tonnes de fruits et de légumes frais, cela alors que les travailleurs des villes et des campagnes avaient des difficultés pour s'en procurer.

Bien sûr, on pourra objecter que la «surproduction» de vin est européenne et non française. En effet, comme nous l'avons dit plus haut, la production française de vin est à peu près équivalente, ces dernières années, à la consommation.

Au niveau de la Communauté économique européenne, le chiffre

moyen de la consommation annuelle est de 152 millions d'hectolitres, tandis que le volume de ses disponibilités est passé de 1970 à 1975 de 227,5 millions à 241,3 millions d'hectolitres, soit un excédent pour 1975 de 89 millions d'hl représentant 7 mois de consommation. Il suffirait donc de fermer les frontières et la crise disparaîtrait aussitôt ? Non, cela ne permettrait pas non plus d'éviter la crise.

La crise viticole a son origine dans le capitalisme. Tant que ce régime existera, elle demeurera inévitable.

Le capitalisme a ses lois propres de développement, qui sont d'une part la recherche du profit maximum, et d'autre part l'accroissement important de la capacité de production et la baisse relative du pouvoir d'achat des travailleurs des villes et des champs.

La recherche du profit le plus élevé et la concurrence entre les divers groupes monopolistes qui contrôlent le marché du vin les font se tourner vers un vin «matière première» le moins cher possible, à partir duquel ils «produiront» en usines un «vin». Les importations à des prix dérisoires d'Italie ou d'ailleurs, les trafics et les fraudes en tous genres sont dictés par les lois mêmes du capitalisme. Les fraudes, trafics ou importations n'ont rien de bien nouveau et de limité à ce secteur de la production. Ils sont nés avec le capitalisme et ne disparaîtront vraiment qu'avec lui.

Expliquer la crise viticole uniquement par le «scandale» des importations et fraudes, et ne pas y voir les caractéristiques propres aux crises capitalistes, c'est se tromper soi-même ou bien vouloir tromper les petits viticulteurs.

Ce qui fait la gravité particulière de la crise viticole c'est que non seulement les travailleurs de la vigne sont touchés par ses aspects spécifiques que nous venons de voir, mais qu'en plus ils sont atteints par la crise générale du capitalisme. Crise qui a pour manifestation la hausse effrénée des prix des biens industriels nécessaires à la viticulture.

à la ville et à la campagne, pour les ouvriers et les paysans-travailleurs un régime nouveau, le socialisme.

La mise en place d'un tel régime n'est pas un objectif inaccessible, quelque chose dont on «rêve» et

qui ne pourra se réaliser. La raison de cela est toute simple, le socialisme n'est pas l'œuvre d'une poignée de «révolutionnaires» il sera l'œuvre des masses ouvrières et paysannes révolutionnaires de notre pays.

Le capitalisme, comme le montre la situation dans les campagnes du Languedoc-Roussillon, c'est l'exploitation et la spoliation de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. Mais l'exploitation et la spoliation créent les conditions de la lutte contre l'exploitation et la spoliation.

Depuis longtemps déjà les travailleurs de la vigne se sont levés en masse pour résister et pour rester à la terre.

Quand ils se sont levés pour se battre, même si ce n'était pas par plaisir, ils ont su répondre à la violence des gendarmes, de l'armée ou de l'huissier par une violence massive. Ils n'ont pas hésité à sortir le fusil, lorsque devant eux, on brandissait les armes de guerre. Beaucoup l'ont dit et le rediront «nous n'avons plus rien à perdre», «nous sommes à bout». Toutes ses luttes préparent inévitablement un monde nouveau.

Compter sur ses propres forces

Deux camps composent ceux de la viticulture. Il y a ceux qui vivent essentiellement du travail des autres, et même s'ils ont des contradictions avec l'Etat monopoliste ils profitent du régime et ne veulent pas de changements fondamentaux. Ces bourgeois qui ont eu de «l'éducation», qui parlent bien, ont toujours voulu diriger le mouvement «au nom de tous les viticulteurs» mais chacun a pu constater que c'était pour leurs intérêts propres. Ils disposent des postes-clefs dans tous les appareils syndicaux et professionnels de la viticulture. Ils font comme on dit «la pluie et le beau temps», décident des actions et revendications, de ce qu'il faut dire aux représentants de l'Etat, à la place des autres. Dès que la lutte devient trop dure ils s'affolent et lancent de grands appels au calme ; chacun rentre chez soi, déçu de ne pas avoir mené l'action nécessaire.

C'est pourquoi les communistes marxistes-léninistes et leur parti disent que la première chose à faire est d'abord de suivre les principes de «compter sur ses propres forces» et de «confiance en soi».

Comme nous l'avons vu, les travailleurs de la vigne représentent 90 % de la «viticulture», c'est-à-dire l'immense majorité. Ils doivent donc prendre en mains la direction de leurs affaires et non se laisser guider par les habiles démagogues aux verbes creux et flatteurs.

La lutte pour la survie

Mener à bien la lutte pour la

survie n'est possible qu'en définissant des revendications non pour l'ensemble de la viticulture mais pour ceux qui vivent principalement de leur travail à la vigne. La bourgeoisie viticole, en dirigeant le mouvement, limite les revendications et les axes de lutte uniquement à ce qui l'intéresse.

Bien sûr, il faut lutter contre la fraude, les trafics et les importations qui ne correspondent absolument pas au besoin du pays. Mais limiter la lutte à cela n'empêchera pas l'hémorragie humaine des campagnes du Languedoc-Roussillon.

Seules des revendications de classe pourront la stopper pour un temps. Ces revendications de classe, ce sont par exemple celles touchant le prix de vente à la production. Nous communistes ne pensons pas que revendiquer une augmentation du prix égale pour tous, petits et gros, soit juste, car cela ne fait qu'accroître la différence entre eux, et donne des moyens supplémentaires aux gros pour chasser de leurs terres les petits. Nous sommes d'avis qu'une augmentation du prix du degré-hecto devrait être limitée à une certaine quantité correspondant à la production moyenne des petits producteurs. Ce prix pourrait être fixé pour chaque campagne, sur la base d'un rapport de force nécessaire des petits viticulteurs, par des négociations avec les négociants et l'Etat. Le prix pour les productions dépassant le volume maximum resterait soumis au marché de l'offre et de la demande. Un office des vins n'est pas nécessaire pour la garantie d'un tel système de fixation des prix. L'expérience de l'office des céréales est là pour nous le prouver.

La seule et unique garantie pour les travailleurs de la vigne ne sera que dans leur mobilisation, leur unité et leur vigilance pour mettre en place un tel système et le maintenir.

La revendication sur le prix pour un revenu qui permette aux petits viticulteurs de vivre et travailler à la vigne est la revendication immédiate autour de laquelle doivent se greffer toutes les autres. Nous sommes persuadés qu'une telle revendication sur le prix suscitera d'importantes oppositions, notamment de la part de la minorité de capitalistes viticoles qui ont tout intérêt au système actuel. Ils invoqueront la «division» de la viticulture qu'elle entraînerait ; ils se placeront en «champions de l'unité». Mais qu'est-ce que la division lorsqu'il y a d'un côté plus de 90 % et de l'autre une poignée ?

(A suivre)